

VISITE DE BERNARD CASENEUVE EN ALGÉRIE

La France joue la carte de l'apaisement

L'Algérie et la France ont décidé de dépasser toutes les questions qui fâchent et d'offrir l'image de deux Etats en concertation parfaite. Les Premiers ministres des deux pays respectifs se sont attelés à le faire comprendre clairement hier lors d'une conférence de presse animée conjointement.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Bernard Caseneuve, en visite depuis mercredi pour une durée de deux jours à Alger, a choisi d'entrer immédiatement dans le vif du sujet. «J'insiste, dit-il, sur le caractère absolument exceptionnel des relations existant entre nos deux pays.» Il rappelle avoir lui-même effectué trois visites en Algérie, deux durant son passage à la tête du ministère français de l'Intérieur, et le dernier en sa qualité de Premier ministre. Et comme pour balayer définitivement tous les commentaires autour du froid qui s'est installé entre les deux pays depuis l'épisode du tweet de Manuel Valls, il s'attelle à démontrer par les chiffres les exemples qui étaient ses propos.

Ainsi, et tout au cours de ces derniers années, nous apprend-il, 110 visites ministérielles ont eu lieu de même que le quota de visas délivrés aux ressortissants algériens a «dou-

blé entre 2012 et 2016. Il était de l'ordre de 210 000 et atteint 410 000 octrois. Le nombre des étudiants est passé de 3 600 à 7 400 durant cette même période. Vous voyez que les exemples ne manquent pas.» Et il en fournit davantage.

Sur le plan du partenariat, il évoque la présence de Renault rappelant qu'elle constitue la première usine d'assemblage présente en Algérie. «D'autres grands projets vont également voir le jour, nous venons de signer plusieurs accords ayant trait aux domaines institutionnels et au partenariat économique. La France a besoin de l'Algérie et l'Algérie a besoin de la France chez elle. Quels que soient les résultats des prochaines échéances électorales, la coopération se poursuivra.»

Sellal, qui avait mis un point d'honneur à céder la parole à son invité, semble satisfait de la tournure prise par les événements depuis le



Bernard Caseneuve.

dernier incident suscité par Valls et inscrit son discours dans la démarche d'apaisement recherchée par la partie française. Il va plus en détails en annonçant que de «nombreux contentieux ont pu être réglés», ce qui permettra selon lui aux deux pays d'aller de l'avant et de dépasser une certaine période jugée critique notamment sur le plan économique.

Dans un discours remis à la pres-

se, le Premier ministre fait en effet état «d'une inquiétante tendance baissière du niveau des investissements français en Algérie au cours de ces trois dernières années. Ce qui est en contradiction avec l'ambition commune de partenariat stratégique notamment dans le secteur industriel». Invité à livrer plus de détails sur le sujet, il déclare : «La France est le premier investisseur en Algérie, et nous en voulons plus.»

Au cours de son intervention, le Premier ministre algérien tient pourtant à rappeler que «toutes les prévisions des think-tanks se sont avérées fausses. L'Algérie résiste et résistera au choc pétrolier, chez nous le ciel est bleu et rien de ce que l'on a dit ne s'est passé. Nous n'avons pas non plus de gros problèmes avec la société, il n'y a pas de grandes manifestations ou d'émeutes, nous gérons la situation». Pour rassurer davantage, il affirme ensuite que l'Algérie est dotée de structures dirigeantes qui veillent au grain. «Je peux vous assurer que je ne fais rien sans demander l'avis du Président Bouteflika. C'est lui qui veille au bon déroulement de toutes les affaires du pays.» «Pour ce qui est de l'Algérie et la France, poursuit-

il, l'avenir est prometteur (...) nous comptons sur la France pour nous aider à aller vers une diversification économique.» A ce titre, il rappelle que plus de 500 entreprises françaises sont aujourd'hui présentes en Algérie et que l'usine Renault est passée de 20 000 à 60 000 unités.

Comme on pouvait s'y attendre, Abdelmalek Sellal a été inévitablement interrogé au sujet de l'affaire Peugeot par des journalistes français présents dans la délégation qui accompagnait Bernard Caseneuve. Après de vagues explications autour d'une étude en cours autour du marché automobile et la nécessité d'aplanir toutes questions relatives à ce dossier, il affirme à la presse que l'accord «sera signé cette année et que le dossier est presque ficelé».

Enfin, il faut savoir que le Premier ministre français a tenté de s'expliquer sur le dossier des archives algériennes que son pays refuse de restituer à l'Algérie en affirmant que ces dernières étaient «désormais publiques puisque le délai de prescription (50 ans) était dépassé et que les Français comme les Algériens ont opté pour une démarche inscrite dans le respect et l'apaisement».

A. C.

LÉGISLATIVES : ALORS QUE BOUTEFLIKA MET LES MINISTRES CANDIDATS EN CONGÉ

Le gouvernement Sellal se lance dans la campagne pour les élections

Les ministres qui se sont portés candidats aux élections législatives du 4 mai prochain sont officiellement en congé à compter de ce samedi 8 avril. C'est ce qu'a décidé Abdelaziz Bouteflika, selon un communiqué de la présidence de la République annoncé par l'agence officielle, APS. Les ministres en question se sont fait remplacer, à titre intérimaire, par des collègues à eux dans le gouvernement Sellal.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Conformément aux dispositions de la Constitution, et notamment son article 93, Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a, après consultation du Premier ministre, mis en congé à partir du samedi 8 avril 2017, Mesdames et Messieurs les ministres et ministre délégué, candidats aux élections législatives du 4 mai prochain», lit on, en effet, dans le communiqué repris par l'APS.

L'article 93 de la Constitution n'est pas spécialement consacré à traiter des cas des ministres candidats, mais de la nomination des membres du gouvernement en général. C'est dire qu'en la matière, rien n'oblige les ministres candidats à déposer leurs démissions ni à se faire remplacer par d'autres membres du gouvernement avant le lancement officiel de la campagne électorale.

Lors des élections précédentes, des ministres candidats ont, par exemple, confié la gestion de leurs secteurs respectifs aux secrétaires généraux des ministères concernés.

En choisissant d'intervenir personnellement dans cette affaire, en tranchant pour l'option de «la mise en congé», Bouteflika voulait, visiblement, lancer un message en direction de l'opposition. Il est moins facile, en effet, pour le ministre candidat d'influencer un remplaçant qui a rang de ministre qu'un secrétaire général qui est sous sa tutelle. C'est d'autant plus difficile quand il s'agit d'un remplaçant ministre appartenant à un parti rival comme c'est le cas pour Tahar Hadjar et Ghania Idalia, deux ministres FLN, qui se font remplacer respectivement par Mohamed Mebarki et Azzedine Mihoubi, deux membres de la direction du RND. Seul le ministre des Transports et des Travaux publics,

Boudjema Talai, se fait remplacer par un ministre du même parti, le FLN, en l'occurrence le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf.

Pour rappel, ils sont seulement six ministres, cinq appartenant au FLN et un seul au RND, à être candidats. Outre, donc, Tahar Hadjar, Ghania Idalia, et Boudjema Talai, le parti de Djamel Ould Abbès compte également comme candidats, Abdelkader Ouali, et la ministre déléguée Aïcha Tagabou. Si le premier est remplacé par un membre du gouvernement sans parti, en l'occurrence le ministre de l'Energie, Nourredine Bouterfa, la seconde ne sera même pas remplacée, ce qui signifie que son ministère délégué à l'Artisanat sera directement géré par son ministre de tutelle, à savoir celui du Tourisme, Abdelouahab Nouri.

Quant au parti de Ahmed Ouyahia, le RND, il ne compte qu'un seul ministre candidat, celui des Moudjahidine, Tayeb Zitouni. Il se fait remplacer par son collègue aux Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, un ministre sans parti.

COMMÉMORATION DU 37^e ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS AMAZIGH

Saïd Sadi : «l'État veut étouffer la Kabylie»

Les manifestations commémoratives du 37^e anniversaire du Printemps amazigh, placées sous le générique «Entre fidélité et perspectives», ont été entamées hier à Tizi-Ouzou avec une rencontre à laquelle le Rassemblement pour la culture et la démocratie a convié des militants et acteurs de la première heure, Saïd Sadi, Mouloud Lounaouci, Arab Aknine, Saïd Doumane et Amar Zentar.

Evidemment, le quintette de conférenciers avait tous les attributs pour capter l'attention, tellement le sujet avait de quoi susciter le propos, mais force est de reconnaître que beaucoup parmi la foule ayant totalement garni la grande salle de la maison de la culture Mouloud-Mammeri étaient là pour écouter leur ancien président du parti. Arab Aknine s'est chargé de rappeler le contexte qui a donné naissance à Avril 1980 avant de préconiser que l'on remette «le processus en ordre (...) l'histoire du pays existait avant l'arrivée de l'Islam et de la langue arabe».

Saïd Doumane, quant à lui, s'est étalé sur «ce pouvoir irréfutable (qui) a juré de tout entraîner dans sa chute, parce qu'un jour ou l'autre il partira». Le docteur Lounaouci, pour sa part, s'est attelé à démonter le discours triomphant né avec la nouvelle Constitution qui n'a, en fait, rien changé pour tamazight. Eu égard à la totale absence de volonté politique des tenants du pouvoir, le docteur Lounaouci a prêché pour la mobilisation citoyenne pour l'impératif de redonner vie et vigueur à la langue amazighe.

Puis vint le tour de Saïd Sadi qui, lui, a surtout axé sur l'œuvre du

pouvoir consistant à, d'abord, étouffer économiquement la Kabylie. «L'idée est de réduire la Kabylie à la situation de survie parce que la misère sociale empêche les populations de se battre pour leurs droits», argue l'ancien président du RCD qui citera, comme second argument de cette œuvre du pouvoir destinée à étouffer la Kabylie, la volonté de folkloriser et récupérer les repères symboliques, comme ce fut le cas lors de la récente commémoration du centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri. «La volonté d'aliéner la population par la religion en Kabylie» obéit également à cette stratégie du pouvoir qui ne s'est pas arrêté là puisque ce dernier a recouru à la promotion de ceux qu'il a appelés «les Kabyles de service» appelés à jouer un rôle majeur dans la pollution à grande échelle de tout ce qui a trait à la région et son combat. Malgré tout, et en parallèle à des

reculs dans le combat pour tamazight, comme l'absence d'un débat de qualité dans les lycées et les universités ou encore l'absence de synergie entre les militants de la cause d'ici et de l'étranger, Saïd Sadi reconnaît des acquis dont la symbolique du 20 Avril «(qui) a survécu à tout». Que faire alors pour redynamiser le combat ? Sadi dit ne rien attendre de l'Etat, le salut ne viendra que d'un véritable plan Marshall socio-économique pour la Kabylie. «Il n'y a pas besoin de l'Etat pour le développement économique et l'épanouissement culturel de la Kabylie (...) il s'agira de mettre en place tout un programme en attendant que l'Etat revienne à la disposition des citoyens.»

Pour dire son optimisme, Saïd Sadi a confié que tout est possible pour peu qu'il y ait des militants, restaurer la tolérance et multiplier les débats.

M. Azedine